

COLLOQUE
INTERDISCIPLINAIRE
INTERNATIONAL

MINORITÉS,
IDENTITÉS RÉGIONALES
ET NATIONALES
EN GUERRE

1914-1918

LES 19 ET 20 JUIN 2014 À CORTE





SOMMAIRE

- 2 PRÉSENTATION
- 5 COMITÉ SCIENTIFIQUE
- 6 PROGRAMME DU JEUDI 19 JUIN
- 7 PROGRAMME DU VENDREDI 20 JUIN
- 8 RÉSUMÉS
- 21 LES PARTENAIRES

En 1914, la guerre entraîne des millions d'hommes vers des horizons nouveaux dont beaucoup ne reviendront pas. Composées en majorité de simples citoyens ayant endossé l'uniforme, des armées s'affrontent au nom de nations au sein desquelles résonnent et s'entremêlent différents modèles de patriotisme, de nationalisme et d'identités sociales. Si depuis quelques années, la recherche historique, aussi bien nationale qu'internationale, s'intéresse de plus en plus aux témoignages précieux de ces hommes ordinaires ballotés par le flux et le reflux d'événements qui les dépassent, l'attention sur les « groupes » (une notion à discuter) régionaux ou nationaux minoritaires, compris comme des entités conscientes d'elles-mêmes, construisant et véhiculant des identités socioculturelles et des expressions patriotiques singulières au sein de leur nation d'appartenance, demeure une clé de lecture aujourd'hui relativement peu étudiée. De fait, il apparaît important de mieux connaître ces groupes, dans leur double dimension sociale et politique, de comprendre leur vision de la guerre, leurs rapports à la nation, au nationalisme et à leurs identités plurielles, parfois concurrentes. Dans un cadre très large, il s'agit d'éclairer les articulations structurant leur(s) identité(s) régionale(s) et/ou nationale(s), au sein de l'entité nationale étatique. D'abord, ces groupes forment-ils des entités sociales homogènes, au sens de réparables et d'objectivables par le sociohistorien ? Comment les individus composant ces groupes sont-ils saisis par la guerre ? Leurs groupes s'en retrouvent-ils renforcés ? Divisés ? Qu'en est-il des Corses mobilisés dans l'armée française ? Quid de la participation des Alsaciens-Mosellans à l'effort de guerre allemand ?

Comment se comportent les Italiens du Trentin, les Tchèques, les Slovaques, etc., au sein de l'empire austro-hongrois en guerre ? Le conflit a-t-il été le grand moment de cristallisation du sentiment national ou bien seulement une étape supplémentaire du renforcement des États-nations ? Qu'en est-il d'une France aux identités régionales encore vivaces malgré la laborieuse mais relativement efficace affirmation de l'État ? De l'Italie, dont le processus national est loin d'être achevé en 1914 ? Ou encore des Québécois au Canada ? Comment l'Autriche-Hongrie a-t-elle géré ses minorités à l'arrière et sur le front ? Dans les empires coloniaux, quelles sont les répercussions de la participation à l'effort de guerre national – celui de la métropole coloniale – sur les constructions identitaires des colons et des colonisés ; portent-elles en germe la construction nationale d'États post-coloniaux ?

L'analyse des constructions et interactions identitaires complexes propres aux diverses minorités engagées dans la Grande Guerre recèle de nombreuses pistes pour la compréhension de ces frontières intra-étatiques peu visibles, redessinées dans la diversité sociale et le brassage national des tranchées. L'échelle nationale, à travers le rapport centre-périphérie, permet une première approche à partir d'axes distincts. Ainsi, sous les angles différents et complémentaires d'une histoire à la fois sociale, politique et culturelle, il s'agit d'étudier les processus de définition et d'autodéfinition des groupes identitaires (minorités nationales, identités régionales, etc.) dans le double cadre de la nation en guerre. L'objectif scientifique du colloque repose sur une approche comparée, internationale et interdisciplinaire, de la Grande Guerre.



Toussaint Guglielmi, *Corsica* (Détail)
Association Sintonelle – Fonds Biaggi & Gregori
© Association Sintonelle/Jean-André Bertozzi

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Eugène Gherardi :

Professeur des Universités. UMR CNRS 6240 LISA, Université de Corse

Sylvain Gregori :

Docteur en Histoire. Attaché de conservation du patrimoine, Musée de Bastia

Charles Heimberg :

Professeur de didactique de l'histoire & citoyenneté (FPSE). Université de Genève

Michel Litalien :

Musée des Forces canadiennes et collections historiques,
Direction Histoire et patrimoine. Ottawa, Canada

Julien Mary :

Doctorant et chargé d'enseignement
Université Montpellier III-Prépa SciencesPo ;
commissaire de l'exposition « Algériens et Français au miroir de la Grande Guerre »,
MHFA – Montpellier

Jean-Paul Pellegrinetti :

Professeur d'histoire contemporaine
Université de Nice Sophia Antipolis

Didier Rey :

Maitre de conférences HDR. UMR CNRS 6240 LISA, Université de Corse

Frédéric Rousseau :

Professeur histoire contemporaine
Université Paul Valéry-Montpellier III

► 9h15 : ACCUEIL DES PARTICIPANTS ET OUVERTURE DU COLLOQUE

I. IDENTITÉS RÉGIONALES

PRÉSIDENT DE SÉANCE : JULIEN MARY

9h30 : François Dubasque *Régionalisme de guerre : l'impossible promotion d'une république « une et divisible » ?*

9h50 : Yann Lagadec *L'affirmation de la région dans la nation en guerre ? Bretagne et combattants bretons, 1914-1919*

10h10 : Jean-Paul Jourdan *Insoumis et déserteurs au Pays Basque pendant la Grande Guerre*

10h30 : DISCUSSION ET PAUSE

11h : David Martinez Fiol et Nicolas Berjoan *Catalans en guerre mondiale. Essai d'histoire croisée autour de la visite des intellectuels et des politiques barcelonais à Perpignan le 13 février 1916*

11h20 : Sylvain Gregori, Jean-Paul Pellegrinetti *Identité en Guerre. Les Corses durant la Grande Guerre*

11h40 : DISCUSSION

II. IDENTITÉS PLURIELLES

PRÉSIDENT DE SÉANCE : DIDIER REY

14h30 : Federico Mazzini *Grande Guerre, petite patrie. L'identité du Trentin entre le royaume d'Italie et l'Empire Austro-Hongrois*

14h50 : Stéphanie Prezioso *Les Italiens en France durant la Grande Guerre : expériences combattantes et altérité*

15h10 : Raphaël Georges *Les soldats alsaciens-lorrains dans la guerre : du feldgrau au bleu horizon*

15h30 : DISCUSSION ET PAUSE

16h15 : Gérald Sawicki *L'Alsace-Lorraine et les Alsaciens-Lorrains entre France et Empire allemand : Administration, surveillance et contrôle des territoires et des populations lors de la Première Guerre mondiale*

16h35 : Pierre-Jean Foll-Luciani *Les juifs d'Algérie et la Grande Guerre. Reconfigurations identitaires d'une minorité en situation coloniale*

16h55 : DISCUSSION

III. GUERRE ET CONSTRUCTIONS IDENTITAIRES

PRÉSIDENT DE SÉANCE : EUGÈNE GHERARDI

9h00 : Helena Trnkova *De « Hoch Austria » à « Kde domov můj? » : la transformation des minorités tchèques et slovaques en nation commune indépendante*

9h20 : Antoine Marès *Révolutionnaires et nationalistes : l'exemple tchèque pendant la Première Guerre mondiale*

9h40 : Jean-Noël Grandhomme *Les combattants roumains écartelés : fidélités dynastiques divergentes et sentiment national flou (1914-1919)*

10h00 : DISCUSSION ET PAUSE

10h55 : Chantal Kesteloot *De la séparation administrative au nationalisme belge : la quête identitaire du mouvement wallon à la faveur de la Grande Guerre*

11h15 : Michel Litalien *Les Québécois et la Grande Guerre*

11h35 : DISCUSSION

IV. L'ÉTAT, LES MINORITÉS ET LA GUERRE

PRÉSIDENT DE SÉANCE : CHARLES HEIMBERG

14h30 : Emmanuel Filhol *Pouvoirs publics et minorités tsiganes en France pendant la Grande Guerre*

14h50 : Sébastien Ottavi *Les Corses et l'impôt du sang, autour de 14-18. Processus de reconstruction identitaire*

15h10 : Loubna Lamrhari *Occuper les territoires ottomans en s'appuyant sur des minorités ? Les dilemmes de l'armée française à Istanbul et en Cilicie de 1918 à 1921*

15h30 : DISCUSSION ET PAUSE

16h15 : Sylvette Boubin-Boyer *Créoles et Kanak(s) calédoniens dans la Grande Guerre : expériences de la guerre et re-connaissance du sol natal*

16h35 : Victor Avdeev *L'idéologie de la Seconde Guerre Nationale et le recrutement des nations de l'Empire Russe en guerre 1914-1917*

► **16h55 : Discussion générale et conclusions du colloque par Frédéric Rousseau**

RÉSUMÉS

I. IDENTITÉ RÉGIONALE

JEUDI 19 JUIN

François Dubasque

Maître de conférences en histoire contemporaine. Université de Poitiers

Régionalisme de guerre : l'impossible promotion d'une république « une et divisible » ?

La Fédération régionaliste française (FRF), qui se structure au tournant du XX^e siècle, milite en faveur d'une représentation alternative de la nation, visant à concilier particularismes locaux et patriotisme. Cette propagande rencontre un écho médiatique non négligeable à la veille de la Première Guerre mondiale. Les conditions de paix de 1919 relancent le débat dans la mesure où la réintégration de l'Alsace-Lorraine semble apporter la preuve qu'un statut dérogatoire peut subsister au sein de la République sans la remettre en cause. Mais qu'en est-il durant le conflit ? Face aux tenants du jacobinisme intégral qui disqualifient en bloc le régionalisme comme représentant un danger pour l'unité de la France, l'action de la FRF prend plus que jamais la forme d'un discours réformateur de l'État républicain, sans remise en cause de ses principes fondamentaux. L'appartenance régionale ne saurait se concevoir sans le loyalisme national. Il conviendra dès lors de

mesurer la portée de ce discours en temps de guerre et son écho auprès des pouvoirs publics, à travers les relais dont dispose la Fédération au sein du gouvernement et de la Chambre des députés. Il s'agira ensuite de mettre en évidence les raisons de l'échec de ce mouvement régionaliste à obtenir des résultats concrets.

Yann Lagadec

Maître de conférences en histoire. Université Rennes 2/Haute-Bretagne

L'affirmation de la région dans la nation en guerre ? Bretagne et combattants bretons, 1914-1919

« Parangon des provinces » (A.-M. Thiesse), la Bretagne a l'image, avant 1914, d'une région engoncée dans ses traditions, des traditions tantôt exploitées, tantôt dénoncées ou raillées par les publicités pour les bains de mer, *Bécassine* ou encore les caricatures anticléricales de *l'Assiette au beurre*. Pourtant, la Grande Guerre entraîne une large redéfinition de ces représentations. Parfois encore « folklorisée » par la presse nationale – l'on pense par exemple à la « une » de *L'Illustration* du 3 juillet 1915 –, l'image du combattant breton est désormais celle d'un soldat caractérisé par une valeur particulière au combat, un attachement explicite à la religion catholique, l'usage d'une langue propre mais aussi des pratiques musicales ou alimentaires particulières, à commencer par

un goût prononcé pour l'alcool. C'est cette image que, pour une part, la mémoire va transmettre, en y associant l'idée d'un sacrifice particulier des Bretons, selon les uns pour la France, selon les autres par la République. Au-delà de la question d'une éventuelle « spécificité bretonne » dans la Grande Guerre, cette communication se propose d'insister sur les effets *a priori* contradictoires du conflit sur la Bretagne. Si la guerre facilite le processus d'intégration à la « grande patrie » française, elle semble en effet aussi agir comme un accélérateur de la plus large diffusion d'une identité régionale propre, désormais vécue plus positivement. C'est donc l'hypothèse – *a priori* paradoxale – d'un renforcement de ce sentiment d'appartenance, d'une appropriation plus large de la « matière de Bretagne » par les combattants bretons qui sera ici discutée.

Jean-Paul Jourdan

Professeur d'histoire contemporaine, Président de l'Université Bordeaux Montaigne (Bordeaux 3)

Insoumis et déserteurs au Pays Basque pendant la Grande Guerre

Il n'y a pas une commune du Pays Basque français qui n'ait son monument aux morts de la guerre 1914-1918 sur lequel figure la longue litanie des « Morts pour la France ». Il n'en est pas moins vrai que le Pays Basque a été pendant la Grande Guerre

une terre d'insoumission tandis que de nombreux soldats ont saisi l'occasion d'une permission pour, celle-ci terminée, ne pas rejoindre leur unité sur le front et se réfugier de l'autre côté de la frontière, en Espagne. Dès le 29 juillet 1914, avant même que la guerre ne soit là, le sous-préfet de Mauléon signale « des préparatifs d'exode vers la frontière espagnole de nombreux jeunes hommes soucieux d'échapper, le cas échéant, à la mobilisation ». Ces phénomènes de l'insoumission et de la désertion ont été longtemps minimisés voire niés. À l'inverse ils ont parfois été démesurément exagérés. Dès lors, la première question qui se pose est celle de la réalité quantitative de l'insoumission et la désertion, sa mesure. C'est ce à quoi s'emploie cette communication dans sa première partie. Le second point est consacré à l'étude des ressorts du « passage à l'acte », entre choix individuel et pressions de la famille et de la communauté. Il s'agit ici aussi d'identifier les complicités, à plusieurs niveaux et dans divers cercles : la famille bien sûr, mais aussi l'autorité municipale, les curés voire les gendarmes, les agences de désertion installées de l'autre côté des Pyrénées. Enfin, on terminera en évoquant le dispositif mis en place par les autorités politique et militaire pour lutter contre l'insoumission et la désertion. On en questionnera en particulier l'efficacité, quand, à la fin de 1914, le préfet des Basses-Pyrénées, dépité, jugeait le combat contre l'insoumission en Pays Basque perdu d'avance.

David Martinez Fiol,

*Grup de recerca en estats, nacions, i sobiranismes
Universitat Pompeu Fabra*

Nicolas Berjoan,

*Agrégé et docteur en histoire contemporaine. PRAG
à l'Université d'Aix-Marseille. UMR Telemme*

Catalans en guerre mondiale. Essai d'histoire croisée autour de la visite des intellectuels et des politiques barcelonais à Perpignan le 13 février 1916

Le 13 février 1916 une cinquantaine de figures de la politique et des lettres barcelonaises débarquent à la gare de Perpignan pour venir assurer leurs *germans* catalans de France de leur soutien dans la guerre mondiale. Pendant deux jours de cérémonies ils ne vont cesser de présenter leur patrie comme une terre singulière, ayant embrassé avec ferveur la cause de l'Entente dans une Espagne aux intentions équivoques.

Cet épisode n'est pas isolé dans l'histoire des relations qu'entretiennent Catalans de France et d'Espagne durant la période contemporaine. Une intellectualité catalaniste a toujours existé en Roussillon prête à mobiliser ses amis d'outre-Albères pour soutenir des entreprises de promotion de la langue locale, ou au contraire pour manifester sa solidarité avec les combats pour l'autonomie menés par les Catalans d'Espagne. Mais les circonstances dramatiques de la Première Guerre mondiale donnent à cette visite une dimension politique particulière, et

invitent à réfléchir sur l'importance du conflit dans les processus de nationalisation des populations catalanes de part et d'autre de la frontière.

Sylvain Gregori,

*Docteur en histoire de l'Université de Provence,
attaché de conservation du patrimoine au
musée de Bastia, chercheur associé au CMMC,
président cofondateur de l'association d'histoire
militaire corse Sintinelle*

Jean-Paul Pellegrinetti,

*Professeur en histoire contemporaine à
l'Université de Nice Sophia Antipolis et
chercheur au Centre de la Méditerranée
moderne et contemporaine (CMMC)*

Identité en guerre. Les Corses durant la Grande Guerre

La guerre de 1914-1918 ne constitue pas uniquement un ciment idéologique qui accélère le processus d'intégration à la Nation française, elle correspond en Corse à une période de renforcement de l'identité insulaire. Ainsi, sans nullement remettre en question l'attachement à la Grande Patrie, la guerre crée une situation nouvelle qui, pour l'ensemble des hommes mobilisés, passe par la reconstruction de modèles et de comportements communautaires traditionnels. Cette corstitude, présente dans toutes les consciences des poilus insulaires, se manifeste par le biais de la sociabilité, de l'échange et de l'entraide au niveau du groupe.

En effet, quels que soient leurs origines sociales ou leurs niveaux culturels, les Corses au front témoignent d'un véritable esprit de solidarité fondé sur l'appartenance à une même identité. Celle-ci, d'ailleurs, va au-delà de l'esprit de corps renforcé au début de la guerre par le recrutement régional. Comment cette identité va-t-elle se diffuser et se renforcer tout au long de la troisième République ? Quels rôles jouent les élites, la presse, l'école, les discours ou encore l'imagerie dans la construction du sentiment d'appartenance à une même « identité » ? Enfin, comment cette dernière arrive-t-elle à se recomposer et permettre aux poilus insulaires de tenir dans l'enfer de la vie des tranchées.

RÉSUMÉS

II. IDENTITÉS PLURIELLES

JEUDI 19 JUIN

Federico Mazzini

*Docteur en histoire contemporaine à l'Université
de Padoue*

Grande Guerre, petite patrie. L'identité du Trentin entre le royaume d'Italie et l'Empire Austro-Hongrois

Région alloglotte de l'Empire austro-hongrois, le Trentin a vu sa propre fidélité partagée entre

la monarchie habsbourgeoise et le Royaume d'Italie. Les carnets ou journaux personnels des paysans du Trentin ayant servi au service de l'armée habsbourgeoise, en particulier sur le front russe, exposent les critères qui ont déterminé les choix entre les deux formations étatiques. Si ces choix sont liés à la variété des situations et des expériences personnelles, les critères sont communs à l'ensemble des combattants. Parmi ces critères, figure le lien avec la petite patrie qu'est le village, qu'il convient de considérer comme un lieu incarnant des valeurs et des comportements extrêmement spécifiques. La petite patrie villageoise se définit non pas dans la comparaison avec les autres patries nationales, mais dans la différence perçue par rapport à d'autres villages du Trentin. À travers la présentation de cas représentatifs et spécifiques, tirés d'une recherche portant sur plus d'une centaine de journaux, carnets et mémoires, nous tenterons de montrer que les choix nationaux ne sont pas fondés sur des bases idéalistes ou patriotiques, mais sur le traitement réservé à la petite patrie et à ses traditions. Les critères du choix seront comparés avec la situation d'avant la guerre, telle qu'elle ressort des écrits des spécialistes du folklore et des érudits locaux, ainsi que des carnets paysans, dans le but de relever d'éventuels changements dans la nature ou la typologie du sentiment national. Tout en prenant compte de son originalité, le cas Trentin sera présenté comme une partie intégrante de la « culture de guerre » européenne et comme une voie d'accès possible à la spécificité de l'expérience paysanne du conflit.

Stéfanie Prezioso

Professeure d'histoire contemporaine à la faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne

Les Italiens en France durant la Grande Guerre : expériences combattantes et altérité

« [...] les garibaldiens de 1914 ne sont pas tous des descendants du héros, ni même des idéalistes venus d'Italie. Ce sont pour la plupart des Italiens déjà domiciliés en France comme travailleurs immigrés et, comme tels, vus par les Français moyens avec un certain dédain. On les acclame au jour de parades militaires, mais au moindre incident, à la moindre rixe, dans les bistrots des villes de garnison, on les traite de "crève-la-faim" qui se seraient "engagés pour la gamelle." » (Maurice Agulhon)

« "Regardez comment meurt un Garibaldien !" Crie un homme en tombant dans la mêlée hagarde. La France s'agenouille auprès de lui, le regarde, et grave se relève en disant : "Il meurt bien." » (Edmond Rostand)

L'engagement des volontaires italiens en France prend des formes diverses (armée française, compagnie Mazzini, Légion garibaldienne) ; tout comme sont divers les horizons politiques, culturels et économiques des Italiens qui décident de s'engager. Entre 1914 et 1915, l'engagement volontaire des Italiens en France présente de multiples facettes, rendant compte par là de la diversité des parcours qui peuvent conduire au volontariat lors de la Première Guerre mondiale. Cette expérience prend place en outre dans le cadre des rapports complexes entre France et Italie, et des

représentations qui entourent les Italiens immigrés en France, fait de méfiance, de préjugés, de mépris.

Partant des diverses motivations qui poussent quelques milliers d'Italiens à s'engager en France durant la Première Guerre mondiale, je me propose de réfléchir à l'impact sur leur imaginaire social et politique de cette guerre faite et vécue en territoire « étranger ». Comment les Italiens en France vivent-ils cette première confrontation à la guerre totale ? Quels sont leurs rapports à la troupe française ? Quel est l'impact de cet engagement sur l'itinéraire de ces hommes ? Comment ont évolué les rapports de ces volontaires avec leur nouvelle terre d'accueil au cours du conflit ? Enfin, quel regard pouvait porter la population autochtone, combattante ou non, sur ces étrangers « solidaires », et dans quelle mesure ceux-ci ont-ils contribué à la construction d'un mythe ? Pour ce faire, je me baserai sur les documents déposés dans diverses archives françaises ainsi que sur des mémoires de combattant.

Raphaël Georges

Doctorant à l'Université de Strasbourg (EA 3400 Arche)

Les soldats alsaciens-lorrains dans la guerre : entre *feldgrau* et bleu horizon

Existe-t-il une identité régionale propre aux soldats alsaciens-lorrains de la Première Guerre mondiale ? Poser la question, sinon de la réalité même de cette identité, du moins de son homogénéité et de sa permanence en temps de

guerre, offre l'occasion de s'intéresser aux éléments qui la fondent et d'en mesurer la complexité, afin de la rendre intelligible dans le cadre plus large de l'armée allemande. Connaître la teneur de leur sentiment d'appartenance régionale est nécessaire pour comprendre l'expérience de guerre de ces soldats. Or, on constate que leur lien identitaire tend à se renforcer au cours de la guerre, dans un mouvement de force centrifuge les éloignant du régime impérial. Cela révèle, dans ce cas précis, la double interaction entre l'identité régionale et l'expérience de guerre, chacune agissant sur l'autre. On comprend donc mieux que si les soldats alsaciens-lorrains répondent loyalement dans leur ensemble à l'appel à mobilisation sous les drapeaux de l'Empire allemand, ils ne sont pas pour autant mécontents de redevenir français au sortir de la guerre. Toutefois, si la majorité des combattants alsaciens-lorrains de la Première Guerre mondiale passe la guerre sous l'uniforme allemand, une minorité fait le choix de désertier et de s'engager dans les rangs de l'armée française. Dans ce cas, l'identité nationale de ces hommes semble s'imposer à toute autre identité par un choix d'autant plus clair qu'il est risqué. Une identité propre à ce groupe se construit désormais sous l'uniforme français, puisant certes dans une appartenance régionale commune, mais divergente de celle de leurs frères et cousins combattant dans l'armée allemande. Quels sont les enjeux liés à leur engagement, et quelle est la place de cette minorité régionale au sein de l'armée française ?

Gérald Sawicki

Agrégé et docteur en histoire contemporaine. Chercheur associé au CRULH de l'Université de Lorraine

L'Alsace-Lorraine et les Alsaciens-Lorrains entre France et Empire allemand : administration, surveillance et contrôle des territoires et des populations lors de la Première Guerre mondiale.

Après l'annexion de 1871, près de 125 000 Alsaciens-Lorrains optèrent pour la France. Jusqu'en 1914, ils furent près de 400 000 à y émigrer, conservant avec leur ancienne petite patrie de nombreuses relations familiales et amicales. Dans le même temps, un nombre équivalent d'Allemands s'installa dans la nouvelle Terre d'Empire, le *Reichsland* d'Alsace-Lorraine et commencèrent à y faire souche. Les quatre années de guerre agirent comme un révélateur. Alors qu'en Alsace-Lorraine le pouvoir civil allemand passa sous le contrôle des autorités militaires, qui instaurèrent une sorte de dictature, une mission militaire administrative française prit en main la petite partie de l'Alsace, qui resta dès 1914 aux mains des troupes françaises. Chaque État fut alors confronté à des problèmes particuliers. Du côté allemand, une méfiance grandissante se renforça envers la population. Plus de 4 000 Alsaciens-Lorrains francophiles connurent, par exemple, la proscription et le régime de la

Schutzhaft avec internement ou exil à l'intérieur de l'Empire allemand. Du côté français, on prit également des précautions. Dès le mois de novembre 1914 fut installée une commission interministérielle des évacués et internés alsaciens-lorrains, qui fit œuvre de classement entre les suspects de germanophilie, ceux ayant une « attitude incertaine » et ceux qui montraient des sentiments français.

Pierre-Jean Foll-Lucciani

Agrégé et docteur en histoire contemporaine. ATER à l'Université du Maine/CERHIO

Les juifs d'Algérie et la Grande Guerre. Reconfigurations identitaires d'une minorité en situation coloniale

La Première Guerre mondiale est généralement considérée comme le moment où, à travers « leurs » 13 000 mobilisés, les juifs d'Algérie auraient unanimement prouvé leur patriotisme et auraient obtenu, au même titre que les juifs étrangers, la reconnaissance de leur appartenance à la nation française. Ce récit s'inscrit dans une historiographie téléologique qui fait de l'« assimilation républicaine » et de la « francisation » des juifs d'Algérie un processus unanime, linéaire et inéluctable depuis la conquête française. Cette communication se propose de questionner cette vision d'une guerre « assimilatrice », en réinscrivant d'une part l'expérience historique des juifs d'Algérie dans le

contexte colonial algérien, et en interrogeant d'autre part la diversité des trajectoires identitaires qui ont cours parmi eux et se reconfigurent pendant et après la Première Guerre mondiale.

RÉSUMÉS

III. GUERRE ET CONSTRUCTIONS

VENDREDI 20 JUIN

Helena Trnkova

*Doctorante, Université Montpellier 3/
Laboratoire CRISES*

De « Hoch Austria » à « Kde domov můj? » : la transformation des minorités tchèques et slovaques en nation indépendante commune

Comme dans d'autres États belligérants, la mobilisation dans l'Empire austro-hongrois se déroula sans frictions majeures. Pourtant, quatre années plus tard, les combattants tchèques et slovaques retournaient dans la nouvelle République indépendante. En effet, durant la guerre, le mouvement pour l'indépendance se développa et bien qu'il n'ait jamais atteint la suprématie numérique, il fêta la victoire. Considérés comme « éléments subversifs », le comportement des Tchèques et des Slovaques fut scruté et jaugé dès les premiers jours de la guerre. La question de leur ténacité/défaillance

divise encore aujourd'hui les historiens. S'appuyant sur les témoignages des participants directs, notre étude propose de revisiter l'expérience de guerre des combattants tchèques et slovaques en mobilisant des outils des sciences sociales. D'une part, elle s'intéresse aux pratiques concrètes lors des interactions sociodiscursives dans un contexte d'hétérogénéité nationale, notamment à la confrontation des stéréotypes véhiculés dans les discours aux situations réelles. D'autre part, elle interroge l'articulation de cette expérience à la formation identitaire et aux enjeux de la lutte politique. Reposant la question de l'articulation des choix individuels aux dynamiques collectives, cette étude de cas s'efforce de dépasser une vision téléologique de la lutte pour l'indépendance nationale, et plus largement celle, du comportement des hommes dans la guerre.

Antoine Marès

Professeur des Universités. Directeur du Centre d'histoire de l'Europe centrale contemporaine (Université Paris 1-Panthéon Sorbonne) et du GDR « Connaissance de l'Europe médiane » (CNRS)

Révolutionnaires et nationalistes : l'exemple tchèque pendant la Première Guerre mondiale

La naissance de la Tchécoslovaquie en octobre 1918 est le résultat de la concomitance de deux mouvements : l'un venu de l'évolution interne de l'Autriche-Hongrie et, en son sein, de la maturation de la société tchèque, l'autre d'un changement de perception plus générale de la question nationale en Europe centrale. Il s'agira ici d'analyser rapidement cette double évolution avant 1914, puis l'entrée en guerre des Tchèques et la façon dont se sont articulés ces différents éléments pendant la Première Guerre mondiale. Sur le premier point sera précisé en quoi consiste cette maturité au sein du monde habsbourgeois ; sur le second, on notera les formes que prend le débat sur la composition nationale de l'Autriche-Hongrie et la polémique qui enfla entre les tenants d'une vision géopolitique de l'Empire bicéphale et ceux qui au contraire envisagent une reconstruction de l'Europe sur une base nationale, correspondant à leurs yeux à l'élargissement de la conquête de la liberté révolutionnaire d'un stade individuel à un stade collectif. L'angle d'approche sera celui

de l'étude de la Résistance extérieure, de son action et de son écho, à travers le croisement des archives tchèques et françaises.

Jean-Noël Grandhomme

Maître de conférences HDR à l'Université de Strasbourg. Membre du conseil scientifique du Mémorial de Verdun

Les « Légions roumaines » de Transylvanie dans la Grande Guerre

Lorsqu'en juillet 1914 l'Empire des Habsbourg entre en guerre, l'écrasante majorité des mobilisés appartenant aux différentes nationalités répond à l'appel du vieil empereur François-Joseph et revêt sans état d'âme l'uniforme pour aller combattre Serbes et Russes. Sujets du roi de Hongrie depuis 1867, les Roumains de Transylvanie et du Banat, tout comme ceux de Bucovine, Autrichiens, servent loyalement sous le drapeau de la Double Monarchie, à quelques centaines d'exceptions près. L'entrée en guerre de la Roumanie contre l'Autriche-Hongrie en août 1916 ne modifie pas fondamentalement cette situation, même si le nombre des déserteurs augmente quelque peu. C'est au sein de ces transfuges, et surtout des milliers de Transylvains capturés sur le front, que les Alliés, tout particulièrement la France, recrutent en 1917-1918 des volontaires afin de constituer des « Légions roumaines » appelées à combattre contre leur souverain légitime,

l'empereur Charles. La création de ces unités pose donc un problème de droit international. Levées en Russie, en France et en Italie, complétées par des campagnes de recrutement parmi les Transylvains d'Amérique, ces Légions gardent un effectif modeste et jouent un rôle peu important dans les opérations militaires. Leur existence sert toutefois la propagande de l'Entente, qui affirme que l'Empire des Habsbourg est une « prison » dont les peuples aspirent unanimement à s'échapper. La réalité est évidemment bien plus nuancée.

Chantal Kesteloot

Docteure en histoire, responsable du secteur « Histoire publique » au Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines, Bruxelles

De la séparation administrative au nationalisme belge : la quête identitaire du mouvement wallon à la faveur de la Grande Guerre

Dès avant la Première Guerre, la question de l'émergence d'identités régionales est posée en Belgique. À l'heure où le pays se retrouve entraîné dans la guerre, l'existence de cette dualité est reconnue jusque dans les plus hautes sphères de l'État puisque le roi Albert I^{er} n'hésite pas à en appeler aux Flamands et aux Wallons pour défendre le pays attaqué. Mais

pour la Belgique, la Première Guerre mondiale apparaît avant tout comme une période éminemment paradoxale. Elle se traduit à la fois par le triomphe du nationalisme belge et par l'émergence d'un nationalisme flamand. Qu'en est-il du mouvement wallon ? À la veille de la Première Guerre, celui-ci avait été le premier à en appeler à la séparation administrative. À l'heure où l'occupant allemand va utiliser le problème belge pour affaiblir la Belgique et mener une *Flamenpolitik* tendant à rencontrer les revendications flamandes, comment le mouvement wallon va-t-il se positionner ? Va-t-il accepter le contexte et les changements mis en place par l'occupant au nombre desquels figure la séparation administrative ? Dans quelle mesure, l'expérience de guerre bouleverse-t-elle la question complexe des identités en Belgique et quelles traces la Grande Guerre laissera-t-elle parmi les militants attachés à la cause wallonne ? Va-t-elle modifier leur rapport à la Belgique et surtout au nationalisme belge triomphant des années vingt ?

Michel Litalien

Musée des Forces canadiennes et collections historiques, Direction Histoire et patrimoine. Ottawa, Canada

Les Québécois et la Grande Guerre

Lorsqu'on aborde la participation des Québécois et des Canadiens français à la Première Guerre mondiale, on fait le plus souvent référence aux mots « conscription » et « déserteurs ». Le faible taux de participation des Canadiens français à cette guerre fait toujours l'objet de discussions, mais pour des raisons bien différentes : alors que certains historiens canadiens-anglais martèlent que les Québécois n'ont pas fait leur juste part durant cette guerre, d'autres, nationalistes, s'enorgueillissent au contraire que leurs aïeux aient eu l'audace de refuser de se battre pour la Couronne britannique. Pourtant, on semble ignorer qu'environ 35 000 Canadiens français ont combattu ou ont servi lors de la Première Guerre mondiale, et qu'ils furent presque tous volontaires. Malheureusement, la plupart de ces combattants de la Première Guerre mondiale se sont faits discrets. Seule une poignée a laissé un témoignage publié. Que sait-on de ces derniers ? Leur expérience de la guerre a-t-elle été différente de celle de leurs homologues anglophones ? Comment ont-ils vécu leur guerre ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre.

RÉSUMÉS

IV. L'ÉTAT, LES MINORITÉS ET LA GUERRE

VENDREDI 20 JUIN

Emmanuel Filhol

Enseignant-chercheur. Université Bordeaux I et 3. Laboratoire SPH, Sciences, Philosophie, Humanités

Pouvoirs publics et minorités tsiganes en France pendant la Grande Guerre

Pour tenter de rendre compte de l'attitude qu'adoptèrent les autorités françaises vis-à-vis des Tsiganes (et de la façon dont ceux-ci réagirent) durant la Première Guerre mondiale, il convient d'introduire une distinction concernant les situations auxquelles furent confrontés, au sein des communautés tsiganes, trois « groupes » désignés administrativement sous les termes suivants : les nomades français, les nomades étrangers et les Alsaciens-Lorrains romanichels. Si l'on en juge d'après les carnets anthropométriques imposés aux nomades depuis la loi de 1912, la mobilité tzigane semble avoir été assez restreinte. Une préfecture va même jusqu'à l'interdire. De leur côté, les nomades en âge d'être mobilisés combattent sur le front. Les Tsiganes étrangers, en fonction

de leur nationalité, des lieux où ils résident, connaissent des expériences très diverses : ceux qui étaient ancrés dans une région y demeurent ; d'autres familles se sédentarisent, ou tentent de quitter le territoire français ; par ailleurs, un petit nombre de Tsiganes, ressortissant des puissances ennemies, aboutissent dans des camps d'internés civils. Le sort réservé enfin aux Alsaciens-Lorrains romanichels est dès le début du conflit armé lié aux épreuves de l'internement : ces nomades sont dirigés vers les dépôts surveillés de l'Ouest et du Sud-Est, avant d'être détenus au camp drômois de Crest, jusqu'en juillet 1919.

Sébastien Ottavi

Professeur agrégé d'histoire

« Ce vaste massacre fait notre orgueil, mais nous permet de parler haut ». Les Corses et l'impôt du sang, autour de 14-18

La Corse du 19^e siècle est dans les imaginaires l'île des Bonaparte, du banditisme et de la vendetta. On oublie qu'elle est aussi une grande pourvoyeuse de soldats aux armées de la République. Ce stéréotype-là ne souffre à la veille de la Première Guerre mondiale d'aucune contestation. Argument rhétorique des élites locales quand il s'agit de défendre les intérêts de « l'île oubliée », ce fort engagement, confirmé par les statistiques du recrutement, est un point

fort qui ancre l'identité insulaire dans le cadre français.

Ce contexte particulier aurait dû ouvrir la voie, en 1914, à une mobilisation résolument consentie. La réalité est plus complexe. Les abus de l'autorité militaire locale, les contraintes aggravées de l'insularité font naître des protestations unanimes et renouvelées dont l'ensemble des représentants de la Corse se fait l'écho, tandis que l'émergence d'un certain nombre de foyers de désertion fait trembler les pouvoirs publics.

La dimension militaire de l'identité insulaire n'est pourtant pas remise en cause sur le long terme. L'après-guerre est bien davantage celui de sa très forte réaffirmation, qui passe par une série de réévaluations du nombre des tués, mais aussi par un engouement renouvelé pour la carrière militaire. Seuls les autonomistes, dont le courant politique découle directement des conséquences de la Grande Guerre, contestent frontalement, ce qui symbolise pour eux l'exploitation humaine de l'île par la « marâtre ». Mais ils restent très minoritaires, et c'est le retour au *statu quo ante* d'une rhétorique sacrificielle éprouvée bien avant la guerre qui l'emporte.

Loubna Lamrhari

Doctorante en histoire militaire. Université Montpellier III- CRISES ; Institut français d'études anatoliennes

Occuper les territoires ottomans en s'appuyant sur des minorités ? Les dilemmes de l'armée française à Istanbul et en Cilicie (1918-1921)

Dans l'Empire ottoman, l'état de guerre dure dix ans : des guerres balkaniques de (1912-1913) jusqu'à la fin de la guerre d'Indépendance turque (1918-1922). En 1918, à Istanbul et en 1919, en Cilicie, la France occupe militairement des territoires anatoliens. Ces occupations sont confrontées à la naissance et au développement d'un mouvement de résistance nationaliste turc, à base musulmane ainsi qu'aux revendications des minorités non-musulmanes, grecque à Istanbul et arménienne en Cilicie. À Istanbul, l'armée française donne le sentiment de gérer la sortie d'Empire de manière globale, ce qui renvoie notamment à ses objectifs qui visent à préparer une transition politique pour toutes les communautés. En Cilicie, la France, gênée par son alliance avec la Légion arménienne, cherche à s'appuyer sur des communautés ethniques musulmanes présentes dans la région (kurde, tcherkesse). Les Français sont donc passés de la défense des minorités chrétiennes contre les nationalistes turcs à l'instrumentalisation et la tentative de mobilisation des « minorités »

musulmanes. Au-delà des changements d'acteurs, la volonté d'instrumentalisation des minorités est pérenne jusqu'à ce que le choix pragmatique du soutien aux nationalistes turcs, en 1921, la vide de son sens.

Sylvette Boubin-Boyer

Docteure en histoire, professeure d'histoire honoraire du secondaire et vacataire de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, membre des groupes de recherche de l'UNC (IMOA et GROHC)

Créoles et Kanak(s) calédoniens dans la Grande Guerre : expériences de la guerre et re-connaissance du sol natal

En 1914-18, à la faveur de la guerre, les deux communautés historiques de Nouvelle-Calédonie revisitent la délicate notion de patrie. Les Kanak soumis au régime de l'Indigénat sont des « sujets français », ils ne sont pas mobilisables. Dès janvier 1916, l'égalité de traitement entre colonies françaises impose « l'engagement volontaire » de 1 000 d'entre eux dans le bataillon des tirailleurs du Pacifique. Ils défendent le pays de leurs missionnaires chrétiens et espèrent dans les promesses orales des recruteurs (citoyenneté, égalité, terres). Regroupés, ils évitent toute déstructuration identitaire. Nouvelle contrainte coloniale, en 1917, la levée des tirailleurs sur la Grande-Terre induit une révolte meurtrière, durement réprimée. Par ailleurs, la colonie

génère les mêmes « soldats-citoyens » que la métropole. Citoyens français, les Créoles nés dans la colonie et les Français nés en France n'ont pourtant pas les mêmes fondements patriotes. Dans cette « maudite guerre », les 1 000 Niaoulis mobilisés surtout dans l'infanterie coloniale ne font que « leur devoir » et idéalisent leur « France australe ». Curiosité, patriotisme et religion puis résignation sont pour tous les soldats de la colonie, y compris kanak, les moteurs du sacrifice, même si « un réveil du nationalisme canaque » est notable. La patrie de tous ces hommes est la Nouvelle-Calédonie.

Victor Avdeev

Professeur associé à l'Université de Moscow, Russie et à l'Université de Brock, Canada

L'idéologie de la Seconde Guerre Nationale et le recrutement des nations de l'Empire Russe en guerre 1914-1917

La guerre japonaise de 1904-1905 et la première révolution russe révélèrent à la fois l'instabilité intérieure du pays, la motivation médiocre de l'armée et la gravité de la question nationale. Mais en 1914, le gouvernement des Tsars était convaincu qu'il pouvait renforcer l'unité. À l'idée d'une nouvelle guerre nationale contre le germanisme, l'Ancien Régime russe tout en s'adressant aux populations, fit les parallèles historiques et les analogies avec l'invasion napoléonienne en 1812. La guerre constituait

une perspective alléchante de consolidation du pays. Ainsi, il s'avère que la déclaration de « l'union sacrée » en 1914, accompli sa tâche de recrutement des nations de l'Empire. La mobilisation générale, avec, par exemple, la formation de la Division Sauvage des volontaires des ethnies du Caucase, démontra que les peuples du pays s'associèrent avec le Tsar, comme lors de la campagne contre Napoléon 1^{er}. Néanmoins, le recrutement des minorités forçait le gouvernement impérial à déléguer les pouvoirs aux élites locales. Si ces dernières adoptaient des résolutions fidèles à l'expression patriotique et à l'allégeance au souverain, elles articulaient et renforçaient également peu à peu les identités de leurs nations et régions. En approuvant la création des troupes nationales (les tirailleurs lettons, le corps polonais, etc.) l'autorité suprême russe fit une démarche décisive dans la voie de l'autodéfinition des groupes identitaires. Ces derniers levèrent immédiatement les drapeaux du nationalisme et séparatisme après l'effondrement du régime des Tsars en 1917. La Première guerre mondiale fut une période particulière pour l'Empire Russe qui avait pourtant une expérience riche et variée de l'administration des minorités régionales et nationales. La Grande Guerre, présentée comme la guerre nationale par le gouvernement, inspira l'émancipation des minorités au sein de l'Empire Russe et ouvrit le chemin de ce fait à la désagrégation de l'état uni après 1917.

PARTENAIRES

Le colloque est organisé par le musée régional d'Anthropologie de la Corse en partenariat avec :

Le Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (CMMC) de l'Université de Nice Sophia-Antipolis

Le Centre de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Humaines et Sociales (CRISES) de l'Université Paul Valéry - Montpellier III

Le Collectif de Recherche International et de Débat sur la Guerre de 1914 - 1918

L'Université de Corse Pasquale Paoli et le Laboratoire Lieux, Identités, Espaces et Activités (UMR CNRS 6240 LISA)



INFORMATIONS PRATIQUES

Musée de la Corse

La citadelle, 20 250 Corte

Renseignements/réservations :

museedelacorse.info@ct-corse.fr

Tél. : 04 95 45 26 07

Lieu du colloque :

Université de Corse

Campus Mariani

UFR Droit-Eco

Amphithéâtre Ettori

7 avenue Jean Nicoli,

